

Proposition de présentation de notre problématique / enfants en situation de handicap.

Chaque enfant en situation de handicap doit recevoir effectivement la **compensation** que lui accorde la Loi.

Ni plus, ni moins.

Dans les faits, nous constatons que c'est loin d'être le cas pour un grand nombre d'enfants.

Ni les ministères de l'Éducation nationale, de la Santé, des Affaires sociales et de la Justice, ni les collectivités territoriales, n'ont les **moyens** de répondre à la demande pourtant évidente.

Comment évoluer pour trouver une issue positive aux problèmes que nous rencontrons sans cesse au plus près du terrain :

- la complexité de rédaction des **dossiers** de demande de compensation ?
- les **délais** pour obtenir une notification de la MDPH ?
- l'énorme manque de places en **établissements spécialisés** d'où la Belgique ! la province ! le repli sur les ULIS scolaires ?
- en conséquence, l'accueil insuffisant dans ces **ULIS**, structures de l'Éducation nationale ?
- le nombre insuffisant **d'enseignants spécialisés** diplômés pour ces structures ?
- le statut des **accompagnants** très insuffisant en stabilité et en formation ?
- les enfants dits "**sans solution**" ou avec des solutions très partielles, totalement abandonnés à domicile ?
- la **médecine scolaire** de plus en plus absente ?
- la capacité d'intervention des **RASED**, réduite à la portion congrue ?
- la supervision et le **suivi** des affectations très insuffisants ?
- la capacité réelle des **ERSEH** dans l'application des notifications et le suivi réel de tous les enfants des circonscriptions ?
- la dépense excessive des fonds de la **Sécurité sociale** à financer des associations privées, sans ou avec très peu de contrôle, pour pallier la déficience publique ?
- la capacité réelle de **l'ASE** ?
- ...